



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
VX-COLOMBIER
STUDIO

Refonte de moyens de communication - Téléphonie et centre de contacts

Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, R. 2124-1 du code de la commande publique

Type de marché

Technologie de l'information et de la communication

Référence du marché

2025-001-DSI

Pouvoir adjudicateur

Comédie-Française
Place Colette
75001 Paris

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

Type de marché	1
Référence du marché	1
1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Durée du marché.....	4
1.3 Forme et montant du marché	4
1.4 Décomposition en tranches et lots	4
1.5 Réalisation de prestations similaires	5
1.6 Cotraitance	5
1.7 Sous-traitance	5
1.8 Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
3 CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser..	
4 PHASAGE DES PRESTATIONS.....	6
5 INTERVENANTS	6
5.1 Conduite du marché.....	6
5.2 Représentant(s) du titulaire	6
6 OBLIGATION DE CONSEIL, DE MISE EN GARDE ET DE COLLABORATION	7
7 MODE DE COMMUNICATION	7
8 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
8.1 Lieux d'exécution des prestations	7
8.2 Délais d'exécution des prestations.....	8
9 PRIX.....	8
9.1 Nature et contenu des prix.....	8
9.2 Forme des prix	8
9.3 Prix nouveaux en cours d'exécution	8
9.4 Clause de réexamen	8
10 MODALITES DE REGLEMENT	9
10.1 Etablissement des demandes d'acompte pour le forfait	9
10.2 Etablissement des factures pour la part à commande.....	9
10.3 Envoi des factures et modalités de règlement.....	9
10.4 Délai de paiement et intérêts moratoires.....	10

10.5	Avance	10
10.6	Variation des prix.....	11
12.9.	Clause butoir	11
12.10.	Clause sauvegarde.....	12
11	PENALITES	12
•	Disponibilité de la plateforme en fonctionnement.....	12
•	Maintien en conditions opérationnelles	12
12	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
13	ACCORD DE CONFIDENTIALITÉ - NDA	13
13.1	Informations confidentielles	13
13.2	Clause de confidentialité.....	13
	Le Comédie-Française se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.....	14
13.3	Exceptions.....	14
13.4	Image de la Comédie-Française.....	14
14	ASSURANCES	14
15	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	15
15.1	Documents à remettre relatifs au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail tous les six (6) mois pendant l'exécution du marché	15
15.2	Pénalités pour travail illégal	16
16	RESILIATION	16
17	LITIGES	16
18	DEROGATION AU CCAG-TIC	16

1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne la refonte des moyens de communication – téléphonie et centre de contacts.

La Comédie Française dispose d'un système de téléphonie sur IP et de Centre de Contacts « hébergé » (On Premise). Cette solution est obsolète, nécessite de nombreux actes d'exploitation et d'administration ce qui génère une activité importante de la part des membres de la DSI pour la maintenir en service.

La Comédie Française souhaite remplacer cette infrastructure par une solution « externalisée » (Cloud).

La nouvelle solution de téléphonie « Cloud » devra répondre aux objectifs suivants :

- Assurer une continuité de service très élevée ;
- Offrir des fonctionnalités équivalentes à la solution actuelle tant en termes de téléphonie « administrative » que de « Centre de Contacts » ;
- Simplifier l'exploitation et réduire les actes d'administration de la DSI ;
- Intégrer la solution de téléphonie avec les accès opérateurs afin de disposer d'une garantie de service globale.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de deux (2) ans fermes à compter de la date de notification. Il pourra être reconduit annuellement de façon tacite pour une période de un an (1) renouvelable une fois.

Les délais d'exécution seront fixés à l'issue du dialogue

1.3 Forme et montant du marché

La présente consultation est un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, R. 2124-1 du code de la commande publique.

Le contrat est à prix mixte composé de deux types de prestations :

- Les prestations annoncées dans les décompositions du prix global et forfaitaire, pour lesquelles le marché est un marché ordinaire à prix forfaitaire.
- Les prestations listées aux bordereaux des prix unitaires pour lequel le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Ces prestations sont exécutées sur bon de commande. Elles font l'objet d'un montant maximum mais sans montant minimum. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les prix appliqués aux bons de commande seront ceux du bordereau des prix unitaires.

Il n'est pas prévu de montant minimum.

Le montant maximum des prestations à prix unitaires et sur la durée totale du marché est de 150 000 euros hors taxes.

1.4 Décomposition en tranches et lots

Le marché n'est pas alloti, il n'est pas décomposé en tranche.

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5 Réalisation de prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

1.6 Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire. Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.7 Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193- 1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

1.8 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions de l'article 48.2 du CCAG-TIC du 30 mars 2021 sont applicables.

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'Acte d'engagement et ses annexes :
 - Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
 - Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes relatives aux exigences fonctionnelles, cas d'usage et interfaces,
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- L'offre technique du titulaire.

Le CCAG-TIC est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du

marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi. Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3 CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché est réputé, avant la signature du marché, avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations ou pour remettre en cause les conditions de délai ou de prix.

Le titulaire doit, dans l'exécution des prestations, respecter toute réglementation applicable à ces prestations, alors même que cette réglementation n'est pas visée dans les pièces contractuelles.

4 PHASAGE DES PRESTATIONS

Les phases sont décrites dans le CCTP.

5 INTERVENANTS

5.1 Conduite du marché

La conduite du marché est assurée par la direction des systèmes d'information (DSI) en lien avec les personnels des services qui seront utilisateurs de la Solution et participeront à ce titre aux formations ainsi qu'aux tests de la Solution qui sera mise en place par le Titulaire.

5.2 Représentant(s) du titulaire

L'équipe du titulaire est quantitativement et qualitativement adaptée à l'exécution des prestations du marché.

L'offre remise par le titulaire mentionne le nom et les titres des intervenants, ainsi que l'ensemble des personnes affectées à la mission.

Le titulaire désignera un référent qui supervisera l'exécution de la prestation et sera l'interlocuteur unique de la Comédie-Française pendant toute la durée du marché.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personne(s) désignée(s) dans l'offre venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a l'obligation :

- D'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur,
- De lui communiquer dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant le pouvoir adjudicateur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s),
- De prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

En cours d'exécution du présent marché, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le(s) remplaçant(s) présenté(s) dans un délai de vingt (20) jours à compter de la réception des informations concernant le(s) remplaçant(s). Le titulaire doit alors proposer un nouveau remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions de l'article 18 du présent C.C.A.P., à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel intervenant dans les délais impartis.

Sauf disposition contraire spécifiée dans les documents contractuels ou approuvée conjointement en séance, les décisions du comité contractuel prennent effet immédiatement.

6 OBLIGATION DE CONSEIL, DE MISE EN GARDE ET DE COLLABORATION

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toutes difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

Ainsi, le titulaire s'oblige à informer sans délai la Comédie-Française de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou à compromettre le fonctionnement ultérieur de la Solution.

Le titulaire doit fournir à la Comédie-Française les informations principales notamment au moyen d'une documentation complète ou de renseignements sur les fonctionnalités.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à communiquer au titulaire et à son personnel toute information et tout documents nécessaires à l'exécution des prestations objets du marché.

Le pouvoir adjudicateur est ainsi tenu en général à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du titulaire les informations le concernant et qui lui seraient nécessaires dans le cadre des présentes.

7 MODE DE COMMUNICATION

Les équipes communiqueront par mail, téléphone, outils de visioconférence, outil de suivi des demandes, courrier et lors de réunions en présentiel. La documentation produite au cours de l'intervention du titulaire sera mise à disposition de la Comédie-Française.

8 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 Lieux d'exécution des prestations

L'exécution du marché se fait à la fois dans les locaux du titulaire et dans ceux de la Comédie-Française et ses filiales. Les réunions tiennent dans les locaux de la Comédie-Française et ses filiales sauf demande particulière de leur part.

Le titulaire est réputé, pour l'exécution des prestations et préalablement à sa remise de prix, avoir apprécié :

- L'importance et la particularité des prestations,
- Les conditions d'exécution,
- Les sujétions relatives aux lieux des prestations, aux accès ainsi qu'à l'organisation de ses travaux sur site.

8.2 Délais d'exécution des prestations

Les délais sont décrits dans le CCTP.

9 PRIX

9.1 Nature et contenu des prix

Le marché est rémunéré principalement par un prix forfaitaire, accessoirement par des prix unitaires dans le cadre d'une part à bons de commande.

Les prix unitaires des prestations figurent au BPU.

En complément des dispositions des articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-TIC du 30 mars 2021, les prix du marché sont réputés complets et comprennent notamment :

- Les frais d'assurance,
- Les frais de déplacement,
- Les frais généraux (formation, fournitures des tenues pour les agents, fourniture du matériel et sa maintenance, l'ensemble des indemnités, primes et autres rémunérations liées à la profession),
- Les travaux de secrétariat,
- Les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- Les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de la mission,
- Les marges pour risque et bénéfice (ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, notamment les sujétions découlant des conditions d'exécution définies au C.C.A.P.).

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

9.2 Forme des prix

Les prix sont traités pour une partie à prix forfaitaire et pour une partie à prix unitaires.

9.3 Prix nouveaux en cours d'exécution

La Comédie-Française se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution de nouvelles références non prévues dans le BPU mais relevant de l'objet du marché.

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de prix par mail concernant les nouvelles références.

Dans un délai maximal de 15 jours à compter de la réception du mail, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché. Le titulaire doit remettre, avec son devis, un document détaillant le contenu de la prestation et la décomposition du prix proposé.

Une mise au point du prix et de la nouvelle prestation peut avoir lieu entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur. Après accord de la Comédie-Française, les prix nouveaux ainsi définis font l'objet, d'un ajout au bordereau de prix unitaires par la personne assurant la conduite du marché sans nécessiter la conclusion d'un avenant.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix initiaux du marché, ils sont réputés complets et doivent respecter les dispositions du présent CCAP.

9.4 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, lorsque 90% du maximum de la partie unitaire a été atteint, la Comédie-Française en informe le titulaire. Dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum dans la limite de 20% du montant maximum initial

10 MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Etablissement des demandes d'acompte pour le forfait

Les prestations seront rémunérées après chaque phase décrite dans le CCTP.

- La référence du marché
- La date de notification du marché
- La désignation de la prestation
- Le nom et l'adresse du prestataire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant T.T.C.,
- Le coefficient et le montant de la révision de prix le cas échéant,
- La date

Toutes les demandes d'acompte seront adressées par le titulaire du marché, y compris celles qui seraient émises par l'une des différentes entreprises intervenantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

10.2 Etablissement des factures pour la part à commande

Les prestations définies seront exécutées conformément aux bons de commandes établis par la personne publique.

Le bon de commande précisera la prestation à exécuter, le calendrier d'exécution et le montant conformément aux prix figurant dans le B.P.U.

Le paiement des prestations sera mandaté sur présentation d'une facture spécifique lors de l'admission définitive de la prestation commandée après certificat de « service fait ».

Les factures sont présentées sous forme d'une facture à entête de l'entreprise émettrice et portent les indications suivantes :

- La référence du marché
- La date de notification du marché
- La désignation de la prestation
- Le nom et l'adresse du prestataire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou sur l'acte de sous-traitance,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant T.T.C.,
- La date,
- Le coefficient et le montant de la révision de prix le cas échéant.

10.3 Envoi des factures et modalités de règlement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions

des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les factures devront être déposées sur <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour transmettre vos factures adressées à la Comédie-Française.

Lors du dépôt de vos factures, vous devrez obligatoirement renseigner le numéro d'engagement et le code service que vous trouverez sur le bon de commande ou qui vous aura été transmis par votre interlocuteur opérationnel à la Comédie-Française.

Nous vous rappelons que les factures qui ne seront pas transmises via le portail CHORUS PRO seront rejetées. En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation. Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Le montant du règlement est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avvertir la personne publique dans un délai de 15 jours. La Comédie-Française se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

10.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par la Comédie-Française d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 Avance

L'option B de l'article 11 du CCAG-TIC du 30 mars 2021 est retenue.

Sauf refus du Titulaire dans l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Aussi, sauf refus du Titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance dont le taux est fixé à 5 %¹ sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R.2197-7 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

10.6 Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre, appelé mois M0.

Les prix forfaitaires figurant dans l'acte d'engagement et les prix unitaires figurant dans le Bordereau des prix unitaires sont révisés annuellement au mois anniversaire dit mois de révision des prix « Mr » par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0,30 + 0,70 (SYNr/SYNo)]$$

Dans laquelle :

- L'indice « o » désigne la valeur du mois Mo
- L'indice « r » désigne la valeur du dernier indice connu au mois Mr de l'année considérée.
- Pr = prix révisé
- Po = prix au mois Mo
- SYN = indice SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) publié au « Moniteur » sous le code SYN.

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé la Comédie-Française, par courriel au service de comptabilité un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de l'actualisation ainsi que les nouveaux tarifs en résultant.

La Comédie-Française informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par ordre de service.

La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

12.9. Clause butoir

Chaque prix unitaire figurant aux pièces financières du marché (DPGF et BPU) ne peut augmenter, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire du marché, que de 3% maximum par rapport à l'année précédente. Ce taux est apprécié prix unitaire par prix unitaire.

La Comédie-Française se réserve le droit de rejeter toute demande de révision des prix d'un taux d'augmentation supérieur à 3% maximum / an, par rapport aux prix communiqués lors de la réponse à la consultation ou ne correspondant pas aux tarifs publics en cours appliqués par le titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que sa demande de révision est de sa responsabilité. Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas son nouveau BPU dans les délais impartis, les tarifs de la période en cours seront reconduits pendant la période d'exécution annuelle concernée.

12.10. Clause sauvegarde

La Comédie-Française se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, si la révision des prix conduit à une augmentation de plus de 3% par an. Le titulaire s'engage à justifier du changement de ses prix auprès de la Comédie-Française.

11 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC du 30 mars 2021, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Pour l'ensemble des articles qui suivent et conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC du 30 mars 2021, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC du 30 mars 2021, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités

- **Respect du planning de maintenance préventive** validé conjointement entre la collectivité et l'intégrateur
 - Décalage du planning en dehors du respect du délai de prévenance : 500€ par jour ouvré de décalage hors du délai de prévenance.

Dans tous les cas, lorsque le plafond de pénalités est atteint, la collectivité a la faculté de résilier de plein droit le marché sans que le prestataire ne puisse prétendre à une indemnité. Tout événement ou fait générateur sera imputé au prestataire, sauf s'il est démontré que ce dernier est imputable à la collectivité ou son environnement, ou à un cas de force majeure.

Il est convenu que les pénalités ont uniquement un caractère moratoire et non libératoire. Le prestataire reste donc totalement redevable de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de pénalités, et ne saurait se considérer libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de la collectivité de notifier la résiliation de tout ou partie du marché » dans les conditions du présent CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées reste acquise à la collectivité.

- **Disponibilité de la plateforme en fonctionnement**

Dans le cadre des services de téléphonie, les engagements suivants sont attendus :

- Nombre maximum d'incidents de criticité bloquante : 5 par an à compter de la date de VSR du système central ;

La pénalité associée à ces valeurs est de 1000€ par incident au-delà du nombre maximum.

- **Maintien en conditions opérationnelles**

Le non-respect des engagements de délai (GTI) pourra donner lieu au paiement de pénalités.

Ces pénalités sont cumulatives et déduites au moment du paiement de la prestation d'assistance à l'exploitation et de maintenance. Elles sont capées à 20% de la valeur annuelle du marché, sur le coût global de ces prestations.

- Pour les incidents de criticité « bloquante » : 50€/heure de retard par rapport à la garantie de temps d'intervention sous 4 heures maximum, avec un rappel pour diagnostic sous 1 heures, suite à tout signalement d'incident via l'extranet ;
- Pour les incidents de criticité « majeure » : 30€/heure de retard par rapport à la garantie de temps d'intervention sous 4 heures ouvrées, avec un rappel pour diagnostic sous 2 heures, suite à tout signalement d'incident via l'extranet ;
- Incident de criticité « mineure » : 20€/heure de retard par rapport à la garantie de temps d'intervention sous 1 jour ouvré.

Evènement donnant lieu à pénalité	Montant de la pénalité
Absence aux réunion organisées par la Comédie-Française	500€ HT par absence non notifiée au préalable
Changement de personnel sans respect des conditions de l'article 5.2 du présent document	150€ HT par jour à compter du changement non validé, concernant le chef de projet et la direction de projet

12 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-TIC du 30 mars 2021 s'appliquent.

13 ACCORD DE CONFIDENTIALITÉ - NDA

La présente clause a pour objet d'encadrer les modalités de non-divulgence des informations dans le cadre du projet.

13.1 Informations confidentielles

Les « Informations Confidentielles » désignent l'ensemble des informations de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit, tels les données, les documents de toute nature, toute information technique, commerciale, stratégique, financière ou de toute autre nature, tous échantillons, toutes spécifications, tous dessins, tous logiciels, tous modèles, tous rapports, tous descriptifs et toutes études, appartenant à la Comédie-Française, qui sont portées à la connaissance du titulaire dans le cadre du marché.

13.2 Clause de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité de résultat. Le titulaire s'engage à respecter, de façon absolue, la non-divulgence, à qui que ce soit et de quelque manière que ce soit, toute information confidentielle, sans l'accord préalable de la Comédie-Française.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel ou ses sous-traitants, c'est à dire notamment à (liste non-exhaustive) :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par le pouvoir adjudicateur et utilisés par le titulaire à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché.

Le Comédie-Française se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

13.3 Exceptions

Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent pas aux informations suivantes :

- Informations qui, lors de leur révélation, sont du domaine public ou qui deviennent du domaine public sans violation des présentes ;
- Informations dont le titulaire peut prouver qu'elles étaient en sa possession lors de leur révélation et qu'elles n'ont pas été acquises directement ou indirectement auprès de la Comédie-Française ;
- Informations dont le titulaire peut prouver qu'elles ont été acquises à titre non confidentiel auprès d'une source autre que la Comédie-Française.

La charge de la preuve de ces exceptions incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de communication imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision de justice définitive, le titulaire ayant été contraint à ladite communication doit en informer préalablement et sans délai la Comédie-Française et s'engage à ne communiquer que ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations.

13.4 Image de la Comédie-Française

Afin de garantir le contrôle de la Comédie-Française sur l'utilisation de son image, le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser la marque de la Comédie-Française, ses filiales, ni leurs logos, ni citer le présent marché ni communiquer autour de la référence commerciale que constitue la Comédie-Française et ses filiales, sans convention explicite, écrite et délimitée dans le temps, précisant le support, les destinataires et le contenu de la communication.

Chaque convention de cette nature sera visée préalablement par la direction de la Comédie-Française.

14 ASSURANCES

Le titulaire fournit à la Comédie-Française à la signature du présent contrat les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil et au titre de la responsabilité décennale. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. La nouvelle

attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à la Comédie-Française dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de la Comédie-Française ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL

15.1 Documents à remettre relatifs au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail tous les six (6) mois pendant l'exécution du marché

Le titulaire du marché s'engage à produire tous les six (6) mois, pendant toute la durée d'exécution du marché, les pièces suivantes :

- un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique.
- l'état annuel des certificats reçus, signé par la direction générale des finances publiques ou la copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a effectué les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire, dans les conditions de l'article L.2141-2 du code de la commande publique.
- le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, notamment :
 - La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
 - Pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail.
- Une copie d'attestation d'assurances responsabilité civile en cours de validité.

Le titulaire établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement. Les candidats joindront une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

15.2 Pénalités pour travail illégal

– Pénalité pour non remise des documents

Tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché, le titulaire doit transmettre l'ensemble des documents demandés à l'article 19.1 du présent document relatif au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail.

A défaut, une pénalité de 50 € HT par jour de retard sera appliquée, à compter de l'expiration du délai fixé dans le courrier de mise en demeure.

– Pénalité pour non-régularisation de la situation

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, il sera mis en demeure d'apporter la preuve qu'il a régularisé la situation délictuelle. En outre, le pouvoir adjudicateur alertera les services de contrôle compétents, mentionnés à l'article L8271-7 du code du travail.

Si la situation n'est pas régularisée dans le délai imparti par la mise en demeure, les sanctions suivantes pourront être prises :

- La résiliation unilatérale, sans indemnités, du contrat ;
- Une pénalité forfaitaire correspondant à 10% du montant HT du marché

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités seront directement imputées sur le paiement des factures ou feront l'objet d'un titre de recette.

16 RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC du 30 mars 2021.

17 LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Conformément à l'article 55 du CCAG-TIC du 30 mars 2021, les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du marché ou sur l'exécution des prestations qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Les litiges qui pourraient naître de l'exécution du présent marché et qui ne pourront être réglés à l'amiable, et notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L2197- 3 du Code de la commande publique, seront portés devant le Tribunal administratif de Paris.

18 DEROGATION AU CCAG-TIC

L'article 9 déroge aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC du 30 mars 2021.

L'article 13 déroge aux 14.1.3 du CCAG-TIC du 30 mars 2021.

L'article 15 déroge aux articles 14.1.3 et 14.1.1 du CCAG-TIC du 30 mars 2021.

